



Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

Ministère des solidarités et de la santé

Direction de la compensation  
de la perte d'autonomie

Direction Générale de la cohésion sociale  
Sous-direction de l'autonomie des personnes  
handicapées et des personnes âgées

Personne chargée du dossier :  
Béatrice NIDERKORN (Paerpa)  
Tel : 01.53.91.21.77  
Mél : [beatrice.niderkorn@cnsa.fr](mailto:beatrice.niderkorn@cnsa.fr)

Personne chargée du dossier :  
Camille BRUNAT (Paerpa)  
Tél : 01.40.56.86.67  
Mél : [camille.brunat@social.gouv.fr](mailto:camille.brunat@social.gouv.fr)

Elodie CORCUFF (Aidants)  
Tel : 01.53.91.21.51  
Mél : [elodie.corcuff@cnsa.fr](mailto:elodie.corcuff@cnsa.fr)

Carole BUGEAU (Aidants)  
Tél. : 01 40 56 86 78  
Mél. : [carole.bugeau@social.gouv.fr](mailto:carole.bugeau@social.gouv.fr)

Le directeur général de la cohésion sociale

et

La directrice de la Caisse nationale  
de solidarité pour l'autonomie

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux  
des agences régionales de santé  
- pour attribution -

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux  
des autres agences régionales de santé,  
Mesdames et Messieurs les directeurs des  
directions régionales de la jeunesse, des sports  
et de la cohésion sociale,  
directions de la jeunesse, des sports et de la cohésion  
sociale (outre mer)

– pour information -

**INSTRUCTION N° DGCS/SD3A/SD3C/CNSA/2018/275** du 07 décembre 2018 relative à la répartition de la contribution de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux agences régionales de santé pour le financement de l'expérimentation PAERPA (actions de formation d'intervenants de SAAD) et l'accompagnement des aidants conformément à la mesure 50 du plan maladies neuro-dégénératives (PMND) 2014-2019

Date d'application : Immédiate  
NOR Classement thématique : SSAA1834079J  
Classement thématique : Action sociale

**Validée par le CNP le 7 décembre 2018 - Visa CNP 2018-114**

**Publiée au BO : oui**

**Déposée sur le site [circulaire.legifrance.gouv.fr](http://circulaire.legifrance.gouv.fr) : oui**

**Résumé** : La présente circulaire a pour objet de préciser la répartition de la contribution de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au besoin de financement : d'une part de l'expérimentation PAERPA pour les actions de formation des intervenants de SAAD et d'autre part de la mise en œuvre de la mesure 50 du plan maladies neurodégénératives 2014-2019 au bénéfice de l'accompagnement des aidants.

**Mots-clés** : section IV du budget de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), Personnes Agées En risque de Perte d'Autonomie(PAERPA), Formation personnels de SAAD, formation et accompagnement des aidants familiaux et proches aidants, plan Alzheimer, plan maladies neuro-dégénératives.

**Textes de référence** :

- Article 48 de la loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
- Article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles ;
- Article 73 (II) de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018;
- INSTRUCTION N°DGCS/SD3A/CNSA/2014/285 du 11 septembre 2014 relative à la répartition de la contribution de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux agences régionales de santé pour le financement de l'expérimentation PAERPA (actions de formation d'intervenants de SAAD) ;
- INSTRUCTION N°DGCS/CNSA 2016-194 du 16 décembre 2016 relative à la répartition de la contribution de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au financement des agences régionales de santé prévue au IV de l'article 85 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2016, dans le cadre des crédits consacrés aux actions relevant de la section IV du budget de la CNSA et dédiés à l'accompagnement des aidants conformément au plan maladies neuro-dégénératives (PMND) 2014-2019 ;
- INSTRUCTION N°DGCS/SD3A/CNSA/2017/360 du 22 décembre 2017 relative à la répartition de la contribution de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux agences régionales de santé pour le financement de l'expérimentation PAERPA (actions de formation d'intervenants de SAAD) ;
- INSTRUCTION N°DGCS/SD3C/CNSA/2017/359 du 22 décembre 2017 relative à la répartition de la contribution de la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) au financement des agences régionales de santé prévue au V de l'article 100 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017, dans le cadre des crédits consacrés aux actions relevant de la section IV du budget de la CNSA et dédiés à l'accompagnement des aidants conformément au plan maladies neuro-dégénératives (PMND) 2014-2019.

**Textes abrogés** : néant

**Textes modifiés** : néant

**Annexes** :

- **Annexe 1** : Répartition des crédits entre les ARS pour l'expérimentation PAERPA ;
- **Annexe 2** : Tableau de suivi de la consommation des crédits délégués pour l'expérimentation PAERPA ;
- **Annexe 3** : Répartition régionale des crédits dédiés à la formation et à l'accompagnement des aidants ;
- **Annexe 4** : Tableau de remontées d'informations portant sur la mise en œuvre de la mesure 50 du plan maladies neurodégénératives 2014-2019.

La présente instruction a un double objectif de répartition des crédits délégués par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) aux agences régionales de santé (ARS).

Il s'agit d'une part :

- de préciser les modalités de délégation des crédits dans le cadre du déploiement du projet PAERPA pour le financement de la formation des personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) ;
- de préciser les modalités de délégation des crédits dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 50 du plan maladies neurodégénératives relative à l'accompagnement des aidants.

## **1. Mise en œuvre de l'expérimentation PAERPA**

La présente instruction vise à poursuivre l'accompagnement des programmes de formation des intervenants à domicile depuis 2014. Cette formation spécifique a pour objet de leur permettre de savoir repérer les indices de risques de perte d'autonomie des personnes accompagnées à leur domicile, et transmettre chaque fois que nécessaire les informations pertinentes aux membres de la coordination clinique de proximité (CCP), et en particulier au médecin traitant.

### **1.1 – Répartition de la contribution des crédits de financement du PAERPA au titre de la section IV du budget de la CNSA**

Le coût prévisionnel des formations a été initialement établi en fonction d'une évaluation du nombre d'intervenants de SAAD devant être formés et en prenant en compte le financement des charges des remplaçants des personnels en formation, en lieu et place de l'employeur, ainsi que des frais de transport et d'hébergement des stagiaires.

Ainsi, dans le cadre de l'instruction du 11 septembre 2014, une enveloppe globale de 784 454 € avait été répartie pour les territoires situés dans les neuf régions concernées.

Pour répondre au besoin de financements complémentaires, en 2015, une enveloppe de 592 649 € avait été répartie entre les six régions concernées.

En 2016, l'effort d'accompagnement a été poursuivi à hauteur de 1 447 213 € répartis entre les 13 régions concernées pour poursuivre le processus de formation dans les premiers territoires PAERPA et intégrer 8 territoires PAERPA nouveaux.

Par l'instruction du 22 décembre 2017, l'effort d'accompagnement a été poursuivi à hauteur de **1 147 078 €** répartis entre 6 régions concernées.

Au-delà des crédits délégués les années précédentes et qui n'ont pas encore été mobilisés, le besoin de financement complémentaire pour le programme de formation est de **777 180 €** répartis entre les 8 régions concernées conformément à l'annexe 1. Les nouveaux financements sont répartis en tenant compte du niveau de consommation des crédits précédemment délégués.

Dans la limite des coûts prévisionnels ainsi réajustés mentionnés en annexe 1, vous veillerez à mettre en œuvre sans délai ces actions de formation ou à les poursuivre en 2019 dans le cadre du cahier des charges qui a été transmis aux chefs de projets PAERPA des ARS.

Pour rappel, ce programme de formation vise à former les personnels des SAAD sur les territoires, sur le repérage de la fragilité et la sensibilisation aux acteurs des territoires aux nouveaux outils de coordinations auprès des personnes âgées. Une participation est accordée à hauteur de 100% des frais engagés pour les frais pédagogiques, les coûts salariaux et les frais logistiques (déplacement, repas, hébergement). Vous veillerez à ce que le coût moyen par personne n'excède pas 500€.

## 1.2- Modalités de suivi

Afin de permettre le suivi du déploiement de la formation et de calibrer les délégations de moyens nécessaires en année N + 1, les ARS mettront en œuvre une remontée annuelle uniformisée grâce au tableau national de suivi d'activités joint à la présente instruction. Il comprendra notamment des éléments relatifs à l'engagement des crédits et à leur consommation ainsi que des indicateurs de processus. En fin d'expérimentation, si les crédits n'ont pas été exécutés, une récupération sera à prévoir.

Vous veillerez à transmettre à la CNSA un état de la consommation des crédits délégués au plus tard le **15 septembre 2019**, à [beatrice.niderkorn@cnsa.fr](mailto:beatrice.niderkorn@cnsa.fr).

Les services de la DGCS ([camille.brunat@social.gouv.fr](mailto:camille.brunat@social.gouv.fr)), de la DSS ([alexandre.farnault@sante.gouv.fr](mailto:alexandre.farnault@sante.gouv.fr)) et de la CNSA se tiennent à votre disposition pour toute précision supplémentaire et nous vous invitons à leur faire part des difficultés particulières éventuelles rencontrées dans la mise en œuvre de cette instruction.

## 2. L'accompagnement des aidants (mesure 50 du plan maladies neuro-dégénératives) au titre de la section IV du budget de la CNSA

Depuis le lancement du plan maladies neurodégénératives (PNMD) 2014-2019, les ARS disposent chaque année de crédits au titre de la section IV pour le déploiement de la mesure 50 dédiée à l'accompagnement des proches aidants de personnes atteintes de maladies neurodégénératives : soutien aux actions d'information et de sensibilisation, soutien psychosocial individuel ponctuel, actions collectives de formation ou groupes de parole.

En effet, la mesure 50 du PNMD prévoit la poursuite de la mesure 2 du plan Alzheimer 2009-2012 et vise plus largement à structurer et mettre en œuvre une « politique active en direction des proches-aidants dont font partie les aidants familiaux ».

L'article L.14-10-5 du code de l'action sociale et des familles, dans sa rédaction issue de l'article 8 de loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement a élargi le périmètre des actions en direction des aidants susceptibles d'être cofinancées par la CNSA dans le cadre de la section IV de son budget. Depuis 2016, les financements ne sont plus limités aux seules actions de formation des aidants mais peuvent porter sur des actions d'accompagnement.

En 2017, grâce à un travail de concertation avec les référents ARS, les conseils départementaux et les associations nationales, la CNSA a pu fixer des repères opérationnels à travers la réalisation d'un référentiel d'actions d'accompagnement dédiées aux proches aidants formalisés dans un guide d'appui méthodologique. Celui-ci est en ligne sur le site de la CNSA : [http://www.cnsa.fr/documentation/exe\\_cnsa\\_guide\\_methodologique\\_db.pdf](http://www.cnsa.fr/documentation/exe_cnsa_guide_methodologique_db.pdf)

Il précise le référentiel d'actions pouvant être proposées aux aidants dans le cadre d'un programme soutenu en section IV par la CNSA et permet l'analyse de l'éligibilité et du calibrage financier des actions. Il détermine enfin les modalités et les conditions d'articulation des crédits délégués aux ARS avec les financements éventuellement apportés par les conseils départementaux.

Ainsi, les projets qui seront soutenus par chaque ARS au titre de cette instruction devront répondre aux cadres et exigences formalisés dans le guide méthodologique.

Pour mémoire, les questions liées à la définition d'une stratégie territoriale articulée entre les différents financeurs sur les territoires relèvent des missions des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie.

## **2.1 Modalités de répartition et d'utilisation des crédits de la section IV relatifs aux actions d'accompagnement des proches aidants délégués aux ARS**

Dans le cadre de l'instruction du 18 décembre 2015, une enveloppe d'un million d'euros a été répartie, à partir des dernières données régionales disponibles, en fonction du nombre de personnes prises en charge par l'Assurance maladie atteintes de démences (dont la maladie d'Alzheimer), de la maladie de Parkinson et de la sclérose en plaques pour financer les actions destinées aux aidants de personnes atteintes de ces maladies (définies ci-dessous). Pour la présente instruction, les données régionales disponibles sont mises à jour<sup>1</sup> des informations publiées sur le site de l'assurance maladie.

Afin de répondre aux besoins, l'objectif, annoncé depuis l'instruction n° DGCS-CNSA 2016-194 du 16 décembre 2016, est de déléguer sur la durée du plan (2017-2019) une enveloppe annuelle de 2 millions d'euros aux ARS dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure 50 du PMND, en tenant compte des critères de répartition précités (cf. supra) et du rythme de déploiement des programmes d'accompagnement.

La présente instruction, prenant en compte le bilan de mise en œuvre de l'instruction du 22 décembre 2017, s'inscrit dans cette perspective selon les modalités suivantes :

- les ARS ayant une bonne dynamique de consommation des crédits qui leur ont été délégués depuis 2015 et ayant objectivé des besoins de financements supplémentaires se voient attribuer dans le cadre de la présente instruction, une enveloppe tenant compte de ces besoins de financement. Cette enveloppe est fixée dans la limite de leur quote-part de l'enveloppe globale de 2 millions d'euros telle qu'elle résulte des critères de répartition précités (cf. supra).
- Pour les agences qui n'ont engagé que pour partie les crédits précédemment délégués, le montant des crédits, semblable à celui fixé par l'instruction de 2017, correspond à leur quote-part au sein d'une enveloppe d'un million d'euros.

## **2.2 Modalités et conditions de financement des actions à destination des proches aidants au titre de la section IV**

L'enveloppe déléguée par la CNSA par la présente instruction doit permettre le financement des actions d'information-formation, d'accompagnement collectif (ponctuellement individuel) conformément aux règles précisées dans le guide méthodologique cité précédemment.

Vous veillerez au respect des modalités de mise en œuvre de ces actions décrites dans la circulaire du 23 mars 2011 (choix des opérateurs locaux, lancement des appels à candidatures et sélection de l'opérateur).

Parmi les critères de sélection, vous serez particulièrement attentifs à ce que le porteur ait la capacité de s'inscrire dans une méthodologie de projet rigoureuse au regard des problématiques et des attentes des aidants. Il devra s'inscrire dans l'environnement local et être en mesure de tisser des liens de proximité avec les partenaires locaux afin que le repérage, l'orientation et l'organisation des déplacements des aidants vers les actions proposées puissent être efficaces.

## **2.3 L'articulation des cofinancements entre ARS, départements et associations ou réseaux nationaux**

Les actions déployées localement et bénéficiant d'un financement de la CNSA dans le cadre d'une convention avec une association nationale, ne peuvent pas être également financées par des crédits alloués par la CNSA dans le cadre d'une convention avec un conseil départemental ou d'une instruction répartissant des financements aux ARS.

Les financements alloués par la CNSA, respectivement aux ARS et aux conseils départementaux, peuvent être mobilisés pour le financement d'autres actions.

Les ARS et les départements, dans le cas d'un cofinancement d'actions communes, s'assurent que le cofinancement public total (département et ARS conjoints) ne dépasse pas le taux de participation de 80 %.

---

<sup>1</sup><https://www.ameli.fr/l-assurance-maladie/statistiques-et-publications/etudes-en-sante-publique/cartographie-des-pathologies-et-des-depenses/fiches-par-pathologie/maladies-neurologiques-ou-degeneratives.php>

## 2.4 Les remontées d'informations nécessaires au suivi de la consommation des crédits délégués

Afin de permettre à la CNSA de consolider les données relatives à l'effectivité des actions déployées et de connaître l'état de la consommation des crédits qui vous sont délégués par la présente instruction, vous veillerez à lui transmettre (par mél aux adresses suivantes : [laurent.baudru@cnsa.fr](mailto:laurent.baudru@cnsa.fr) et [elodie.corcuff@cnsa.fr](mailto:elodie.corcuff@cnsa.fr)) au plus tard **le 15 septembre 2019** le tableau joint en annexe II dûment renseigné.

En cas de non-respect de la date de remontée d'informations, la CNSA considérera que les crédits de l'année n'ont pas été engagés.

Votre attention est appelée sur l'importance de mobiliser l'ensemble des crédits délégués. La CNSA allouera les crédits au titre de la section IV de son budget au titre de 2019 en tenant compte de la consommation des crédits délégués par la présente instruction (cf. point 2).

La direction de la compensation de la CNSA reste à la disposition de chaque ARS pour toute précision utile sur la mise en œuvre des actions d'accompagnement des aidants et pour lui faire part des difficultés éventuelles rencontrées dans la mise en œuvre de cette instruction à [elodie.corcuff@cnsa.fr](mailto:elodie.corcuff@cnsa.fr).

Pour la ministre et par délégation,

La Secrétaire générale  
des ministères chargés des affaires sociales

*Signé*

Sabine FOURCADE

La directrice de la Caisse nationale  
de solidarité pour l'autonomie

*Signé*

Anne BURSTIN

P/ Le directeur général  
de la cohésion sociale

La cheffe de service, adjointe au  
directeur général de la cohésion sociale

*Signé*

Cécile TAGLIANA

**Annexe 1 : Expérimentation PAERPA**  
**Répartition de crédits (en euros)**

| Régions                    | Coût prévisionnel du programme de formation (instruction du 22 décembre 2017) | Coût prévisionnel actualisé (instruction 2018) | Montant réparti par la présente instruction |
|----------------------------|---|--|---|
| Nouvelle Aquitaine         | 408 757   | 433 757  | 25 000                                      |
| Auvergne Rhône-Alpes       | 441 000   | 441 000  | 0   |
| Bourgogne Franche Comté    | 491 166   | 552 166  | 61 000                                      |
| Bretagne                   | 100 000   | 100 000  | 0   |
| Centre                     | 140 567   | 140 567  | 0   |
| Corse                      | 100 000   | 200 000  | 100 000                                     |
| Ile-de-France              | 82 957  | 82 957   | 0   |
| Grand Est                  | 285 823   | 320 133  | 34 310                                      |
| Occitanie                  | 928 320   | 1 150 690                                      | 222 370                                     |
| Hauts de France            | 137 664   | 137 664  | 0   |
| Normandie                  | 100 000   | 100 000  | 0   |
| Pays de la Loire           | 225 140   | 279 140  | 54 000                                      |
| Provence-Alpes-Côte-D'azur | 530 000   | 768 500  | 238 500                                     |
| Martinique                 | 0   | 42 000   | 42 000                                      |
| <b>Total</b>               | <b>3 971 394</b>  | <b>4 748 574</b>                               | <b>777 180</b>                              |

**Annexe 2 : Tableau de suivi de la consommation des crédits délégués pour l'expérimentation PAERPA**

| REMONTÉES D'INFORMATIONS DE L'EXPERIMENTATION PAERPA   |                                      |   |                                    |                  |
|--|--------------------------------------|---|------------------------------------|------------------|
| <i>Ce tableau doit être renseigné par chaque ARS et transmis à la CNSA par voie électronique au plus tard le 30 septembre 2017</i> |                                      |   |                                    |                  |
| <i>Il doit permettre à la CNSA de déterminer la consommation des crédits délégués dans le cadre de l'expérimentation PAERPA</i>    |                                      |   |                                    |                  |
| ARS  |                                      |   |                                    |                  |
| NIVEAU DE CONSOMMATION DES CREDITS PAERPA  |                                      |   |                                    |                  |
| A  |                                      | B   | C                                  | D                |
| Montant total délégué par la CNSA (de 2014 à 2017)   | dont délégation 2018                 | Montant total consommé par l'ARS à fin 2018 | Montant consommé par l'ARS en 2019 | Reliquat ARS (1) |
|  |                                      | 0,00  | 0,00                               | 0,00             |
| DETAIL DES FINANCEMENTS POUR L'EXPERIMENTATION PAERPA pour 2018  |                                      |   |                                    |                  |
| Département  | Nombre d'intervenants de SAAD formés | Coût par intervenant                        | Montant total                      | Commentaires     |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
| <b>TOTAL (2)</b>   |                                      |   | <b>0</b>                           |                  |
| (1) Montant total délégué par la CNSA - (Montant total consommé fin 2018 +Montant consommé par l'ARS en 2019) soit A-(B+C)=D       |                                      |   |                                    |                  |
| (2) le total doit être égal au montant inscrit dans la cellule "montant consommé par l'ARS en 2019"                                |                                      |   |                                    |                  |
| ETAT DES CONSOMMATIONS ET DES PREVISIONS DE L'EXPERIMENTATION PAERPA   |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |
| Signature du Directeur   |                                      | Signature de l'Agent Comptable              |                                    |                  |
|  |                                      |   |                                    |                  |



### Annexe 3 : Répartition des crédits alloués pour l'accompagnement des aidants

| Régions                           | Personnes prises en charges par l'Assurance maladie |                |               |                |                | répartition<br>initiale 2018 | répartition<br>additionnelle<br>2018 | TOTAL<br>délégation<br>2018 |
|-----------------------------------|---|----------------|---------------|----------------|----------------|------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|
|                                   | Démences  | Parkinson      | SEP           | Total          | %              |                              |                                      |                             |
| <b>Auvergne Rhône Alpes</b>       | 69 800  | 27 600         | 10600         | 108 000        | 11,68%         | 116 345                      | 116 345                              | 232 690                     |
| <b>Bourgogne FC</b>               | 25 900  | 12 100         | 4900          | 42 900         | 4,64%          | 45 378                       | 45 378                               | 90 756                      |
| <b>Bretagne</b>                   | 28 700  | 9 600          | 4 600         | 42 900         | 4,64%          | 46 135                       | 0                                    | 46 135                      |
| <b>Centre Val de Loire</b>        | 22 100  | 9 200          | 4 100         | 35 400         | 3,83%          | 39 454                       | 39 454                               | 78 908                      |
| <b>Corse</b>                      | 2 700   | 1100           | 400           | 4 200          | 0,45%          | <b>5 000</b>                 | 0                                    | 5 000                       |
| <b>Grand Est</b>                  | 52 700  | 20 000         | 10100         | 82 800         | 8,96%          | 85 966                       | 65 212                               | 151 178                     |
| <b>Guadeloupe</b>                 | 3 800   | 1 500          | 200           | 5 500          | 0,59%          | 5 546                        | 0                                    | 5 546                       |
| <b>Guyane</b>                     | 500   | 200            | < 100         | 700            | 0,08%          | <b>5 000</b>                 | 0                                    | 5 000                       |
| <b>Hauts de France</b>            | 53 200  | 21 500         | 10 400        | 85 100         | 9,20%          | 91 639                       | 85 769                               | 177 408                     |
| <b>Ile-de-France</b>              | 104 500   | 33 700         | 16 800        | 155 000        | 16,76%         | 165 378                      | 150 470                              | 315 848                     |
| <b>Martinique</b>                 | 4 600   | 1100           | 200           | 5 900          | 0,64%          | 6 429                        | 6 429                                | 12 858                      |
| <b>Normandie</b>                  | 29 400  | 10800          | 4700          | 44 900         | 4,86%          | 48 277                       | 48 277                               | 96 554                      |
| <b>Nouvelle Aquitaine</b>         | 54 800  | 22 900         | 7 600         | <b>85 300</b>  | 9,23%          | 95 924                       | 0                                    | 95 924                      |
| <b>Occitanie</b>                  | 57 300  | 20 900         | 7400          | 85 600         | 9,26%          | 90 756                       | 90 756                               | 181 512                     |
| <b>Océan indien (nb 2)</b>        | 4 500   | 1 600          | 200           | 6 300          | 0,68%          | 6 933                        | nb 1                                 | 6 933                       |
| <b>Pays de Loire</b>              | 28 900  | 11 700         | 4 900         | 45 500         | 4,92%          | 48 025                       | 30 885                               | 78 910                      |
| <b>Provence Alpes Côte-d'Azur</b> | 58 700  | 23 200         | 6 700         | 88 600         | 9,58%          | 97 815                       | 2 185                                | 100 000                     |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>602 100</b>                                      | <b>228 700</b> | <b>93 800</b> | <b>924 600</b> | <b>100,00%</b> | <b>1 000 000</b>             | <b>681 160</b>                       | <b>1 681 160</b>            |

(nb 1) Ce montant peut être complété à hauteur de 84 000 € prélevés sur le reliquat des crédits non consommés dans le cadre de l'instruction n° DGCS-CNSA 2015-193 du 4 décembre 2015

(nb 2) Océan indien comprend les données pour La Reunion, celles-ci sont toujours inférieures à 100 pour Mayotte

# Annexe 4 : Tableau de remontées d'information relatives à la mise en œuvre de la mesure 50 du PMND 2014-2019

REMONTEES D'INFORMATIONS DE FINANCEMENTS SECTION IV (mesure 50 PMND)

Ce tableau doit être renseigné par chaque ARS et transmis à la CNSA par voie électronique au plus tard le 27 septembre 2019  
Il doit permettre à la CNSA de déterminer la consommation des crédits en année N et d'estimer le besoin de financement des ARS n+1

|     |  |
|-----|--|
| ARS |  |
|-----|--|

NIVEAU DE CONSOMMATION DES CREDITS SECTION IV (mesure 50 PMND)

| Montants délégués par le CNSA | Montants consommés par l'ARS | Reliquats ARS |
|-------------------------------|------------------------------|---------------|
|                               |                              |               |

DETAIL DES FINANCEMENTS POUR LA MESURE 50 PMND

| numéro du département | porteur de projet | réseau d'associations ou d'entreprises de rattachement | nature du projet | montant du projet | montant de la subvention accordée | date de signature de la convention | nombre de sessions | nombre d'aidants bénéficiaire de l'action | commentaires |
|-----------------------|-------------------|--|------------------|-------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------|---|--------------|
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |
|                       |                   |  |                  |                   |                                   |                                    |                    |   |              |

| crédits | consommation | reliquat |
|---------|--------------|----------|
|         |              |          |

Pour information - Détail des financements éventuellement envisagés pour 2020 (après la fin prévue de mise en œuvre de la mesure 50 du PMND)

| porteur de projet | réseau d'association ou d'entreprise de | département | montant de la subvention | détails des actions et des formations |
|-------------------|---|-------------|--------------------------|---------------------------------------|
|                   |   |             |                          |                                       |

| total Besoin éventuel de financement estimé N+1 | Reliquat année N | Besoin éventuel de financement CNSA N+1 |
|---|------------------|---|
|   |                  |   |